

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 3 novembre 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif au cahier de charges applicable à l'exploitation des services de communications personnelles mobiles par satellite", a donné le 14 décembre 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 3 november 1998 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het bestek van toepassing op de exploitatie van mobiele persoonlijke satellietcommunicatiediensten", heeft op 14 december 1998 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

Interrogé sur le point de savoir si les titulaires de l'autorisation devront également demander une autorisation d'exploiter un réseau public de télécommunications, conformément à l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et de l'exploitation de réseaux publics de télécommunications, le fonctionnaire délégué a répondu par la négative, considérant qu'un réseau mobile tel que celui mis en place par les opérateurs de services de télécommunications par satellite n'est pas un réseau public de télécommunications.

Dans l'avis rendu sur le projet de loi, devenu la loi du 19 décembre 1997 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques afin d'adapter le cadre réglementaire aux obligations en matière de libre concurrence et d'harmonisation sur le marché des télécommunications découlant des décisions de l'Union européenne, le Conseil d'Etat observait à propos de l'article 89 :

"l'exploitation d'un service de téléphonie mobile implique nécessairement l'établissement et l'exploitation d'un réseau de télécommunications, soumis à autorisation en vertu des articles 92 et 92bis en projet. Les alinéas 3 des paragraphes 1er à 3 de la présente disposition en projet prévoient toutefois que "chaque autorisation fixe les conditions d'établissement du réseau ...". Le projet crée, dès lors, un doute sur la question de savoir si les entreprises de services de télécommunications mobiles devront également obtenir une autorisation distincte pour l'établissement et l'exploitation de leurs réseaux et payer les redevances y afférentes. Si l'intention de l'auteur du projet est une réponse négative à cette question, il convient de le préciser expressément. Dans cette hypothèse également, les conditions d'établissement et d'exploitation du réseau devront figurer non pas dans l'autorisation mais bien dans le cahier des charges."

.../...

Il n'a toutefois pas été tenu compte de cette remarque et les travaux préparatoires n'apportent aucun éclaircissement sur ce point.

L'article 68, 5° et 19°, de la loi du 21 mars 1991 définit respectivement les concepts de réseau de télécommunications et de service de télécommunications comme suit :

- "5° Réseau de télécommunications: les systèmes de transmission et, le cas échéant, l'équipement de commutation et autres ressources permettant le transport de signaux entre des points de terminaison définis par fils, par faisceaux hertzien, par moyens optiques ou d'autres moyens électromagnétiques;"
- "19° Service de télécommunications: service consistant, en tout ou en partie, en la transmission et l'acheminement de signaux par des réseaux de télécommunications, à l'exception de la radiodiffusion et de la télévision;"

Ces définitions reproduisent celles de la directive 97/33/CEE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997 relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP).

L'article 5, paragraphe 1, de cette directive dispose :

"1. Lorsqu'un Etat membre établit, conformément aux dispositions du présent article, que les obligations de service universel représentent une charge inéquitable pour un organisme, il met en place un mécanisme de partage du coût net des obligations de service universel avec d'autres organismes exploitant des réseaux de télécommunications et des services de téléphonie vocale accessibles au public. ...".

.../...

Transposant cette disposition, l'article 86, § 2, de la loi du 21 mars 1991 prévoit que :

"Sont tenues de contribuer au fonds [pour le service universel des télécommunications]...

1° les personnes exploitant un réseau public de télécommunications ou

2° les personnes fournissant un service de téléphonie vocale;

..."

Lorsque cette disposition alors en projet a été soumise à la Commission des communautés européennes pour avis, celle-ci avait observé :

"... il n'est pas clair si l'article 86, § 2, 1°, inclut les opérateurs mobiles." (1).

En guise de réponse, le Gouvernement indiquait dans l'exposé des motifs du projet :

"Sur l'identité des contributeurs, la Belgique estime que les opérateurs mobiles sont tenus de participer au financement du service universel en leur qualité de fournisseur de réseau public de télécommunications. Cette participation est tout à fait conforme à la directive 97/33/CE (article 3)." (2).

Il résulte de cette réponse que l'intention du législateur a bien été de considérer qu'un réseau de téléphonie mobile, qu'il fasse ou non l'usage de satellites, est un "réseau de télécommunications" au sens de l'article 68, 5°, de la loi précitée. Un tel réseau est donc en principe soumis aux conditions de l'arrêté royal du 22 juin

(1) Doc. parl., Chambre, 1265/1-97/98, p. 78. La définition donnée au "service de téléphonie vocale" ne couvre en effet pas la téléphonie mobile.

(2) *ibid.*, p. 81.

1998 relatif aux conditions d'établissement et de l'exploitation de réseaux publics de télécommunications, puisque ce dernier ne fait pas de distinction entre les réseaux.

Dans la mesure où le projet fixe des conditions à l'établissement du réseau, il puise également son fondement légal dans l'article 92bis.

Si l'intention de l'auteur du projet est de ne soumettre l'établissement des réseaux de télécommunications mobiles par satellites qu'aux seules conditions du présent projet, il doit le prévoir expressément et adapter en conséquence l'arrêté royal du 22 juin 1998 précité.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Alinéas 1er à 3

Il convient de citer l'article, ou les articles, de chacune des directives visées qui est, ou qui sont, transposés par l'arrêté en projet (1).

(1) La section de législation du Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de rappeler cette règle de légistique, notamment dans l'avis L. 27.309/4, donné le 11 mars 1998, sur un projet, devenu l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des licences individuelles (publié au Moniteur belge du 15 juillet 1998, p. 23.299), ainsi que dans l'avis L. 28.069/4, donné le 26 octobre 1998, sur un projet d'arrêté royal réglant les délais et principes applicables aux négociations commerciales menées en vue de conclure des accords d'interconnexion et les modalités de publication de l'offre d'interconnexion de référence, et fixant les conditions à régler dans la convention d'interconnexion.

Alinéa 4

Les articles 7 et 13 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications ne constituent pas un fondement juridique à l'arrêté en projet. En effet, l'arrêté en projet ne comporte ni règle relative à l'agrément des appareils émetteurs ou émetteurs-récepteurs de radiocommunication, ni règle relative à l'interdiction de la détention ou de l'usage d'appareils émetteurs ou émetteurs-récepteurs de radiocommunication. Il convient, dès lors, d'omettre cet alinéa. On notera, par ailleurs, que l'article 7 précité a, du reste, été remplacé par la loi du 6 mai 1998.

Alinéa 5

On rédigera cet alinéa comme suit :

"Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 89, § 1er et § 2, remplacé par la loi du 19 décembre 1997, l'article 92bis, inséré par l'arrêté royal du 28 octobre 1996 et remplacé par la loi du 19 décembre 1997, et l'article 92ter, inséré par la loi du 19 décembre 1997;"

Alinéa 6

Comme l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées ne constitue pas un fondement juridique à l'arrêté en projet, il y a lieu d'omettre cet alinéa.

.../...

Alinéa 7

L'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications ne figure pas dans les pièces. Aussi le présent avis est-il donné sous réserve de l'accomplissement de cette formalité.

Alinéa 9

Il convient de corriger cet alinéa afin d'y mentionner la date à laquelle le Ministre du Budget a donné son accord, soit celle du 10 septembre 1998.

Alinéa 10

L'article 3, alinéa 5, de la directive 90/388/CEE de la Commission, du 28 juin 1990, relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, prévoit que la Commission vérifie la compatibilité des procédures envisagées d'octroi de licences avant qu'elles ne soient mises en oeuvre. Cet article ne s'applique cependant qu'aux "licences relatives à la fourniture de services de téléphonie vocale et de réseaux publics de télécommunications".

Comme le texte en projet concerne la fourniture de services de téléphonie mobile, et non celle de services de téléphonie vocale, il ne doit pas à ce titre être soumis à l'avis préalable de la commission.

La question se pose cependant de savoir si les télécommunications mobiles par satellites, ne doivent pas être soumises à cette formalité en tant qu'elles forment un

.../...

"réseau public de télécommunication" au sens de cette directive.

Compte tenu de l'observation générale, la réponse paraît bien être affirmative.

Selon les explications fournies, il semblerait cependant que la Commission elle-même considère que les projets dont il est question à l'article 3, alinéa 5, précité ne doivent plus lui être communiqués avant leur mise en oeuvre, et ce depuis la libéralisation des marchés de télécommunications (1).

Alinéa 11

En cas de demande d'avis dans le délai d'un mois, il convient de faire figurer les deux alinéas qui suivent dans le préambule (2) :

-
- (1) Par ailleurs, il est utile d'observer que, comme l'article 2, § 4, de la directive 90/388/CE de la Commission, du 28 juin 1990 précitée prévoit que "Les Etats membres communiquent à la Commission les critères sur lesquels les licences, les autorisations générales et les procédures de déclaration sont fondées ainsi que les conditions y afférentes", il conviendra de mentionner dans un considérant que l'arrêté a été communiqué à la Commission.
 - (2) La section de législation du Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de rappeler cette règle de légistique à de très nombreuses reprises, notamment dans l'avis L. 26.588/4, donné le 29 septembre 1997, sur un projet, devenu l'arrêté royal du 16 avril 1998 relatif aux stations terriennes de satellites (publié au Moniteur belge du 27 juin 1998, p. 21.152), ainsi que dans l'avis L. 27.309/4, précité.

.../...

"Vu la délibération du Conseil des ministres du [mentionner la date] sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 décembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;"

Dispositif

Article 1er

1. A l'8°, la définition de la "station terrienne de satellite" est différente de celle qui figure à l'article 1er, 3°, de l'arrêté royal du 16 avril 1998 relatif aux stations terriennes de satellites. Cet arrêté définit, en effet, la station terrienne de satellites comme "tout équipement pouvant servir pour l'émission, pour l'émission et la réception ou uniquement la réception de signaux radioélectriques au moyen de satellites ou d'autres systèmes spatiaux, excepté les antennes pouvant uniquement capter des signaux de télévision destinés au grand public". Par souci de cohérence, il conviendrait d'utiliser les mêmes termes pour définir le même concept.

2. Il serait préférable de faire figurer la définition de l'"autorisation", qui figure au 19°, dans l'article 2, sans les mots "conformément au présent arrêté" et suivie des mots "ci-après dénommée l'autorisation". Comme la délivrance de celle-ci constitue l'un des aspects les plus fondamentaux de l'arrêté en projet, il n'est pas recom-

.../...

mandé de la définir, dans l'article 1er, parmi plus de vingt autres définitions.

3. La définition de l'"opérateur d'interconnexion", qui figure au 22°, et celle d'"opérateur de lignes louées", qui figure au 23°, trouveraient mieux leur place immédiatement après la définition de l'"opérateur mobile", qui figure au 14°.

4. Enfin, au regard de la définition qui figure au 10°, l'utilité de celle qui figure au 24° est obscure.

Article 3

1. Dans le paragraphe 1er, la question se pose de savoir si, en pratique, le délai d'un mois pourra dans tous les cas être respecté par les titulaires des autorisations. La structure et le contrôle du capital de ces derniers dépendent, en effet, notamment d'événements dont ils n'ont pas la maîtrise.

2. Dans le paragraphe 2, alinéa 1er, il convient d'écrire "à compter de sa date de délivrance", au lieu de "à compter de la date de délivrance de cette autorisation".

A l'alinéa 2 du même paragraphe, il y a lieu d'écrire "est" au lieu de "peut être".

Dans son avis L. 27.309/4, donné le 11 mars 1998 sur un projet, devenu l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant

.../...

le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des licences individuelles, la section de législation du Conseil d'Etat avait notamment observé ce qui suit à propos de l'article 19 :

"Compte tenu de l'article 9, paragraphe 3, de la directive 97/13/CE précitée, en vertu duquel toute personne répondant aux conditions du cahier des charges est en droit d'obtenir une licence, le mot «notamment» figurant à l'alinéa 3 doit être omis.

Le refus de reconduire une licence est une mesure lourde de conséquences pour l'intéressé, de telle sorte qu'il convient à tout le moins de lui permettre d'exposer son point de vue.

Contre cette décision, des recours sont ouverts auprès du Conseil d'Etat."

Cette observation, dont l'arrêté royal du 22 juin 1998 tient compte, est transposable en l'espèce, en ce qui concerne le mot "notamment" qui figure dans le paragraphe 2, alinéa 4.

Article 4

1. Il découle du paragraphe 1er, de manière implicite, qu'un "service de renseignements" et un "service d'assistance" doivent être offerts aux utilisateurs. Il convient de formuler cette obligation de manière explicite, dans une disposition séparée, ainsi que d'y définir la teneur de ces deux services.

.../...

2. Au paragraphe 2, il y a lieu de corriger l'erreur matérielle en écrivant "transparentes" au lieu de "transparantes".

3. Au paragraphe 3, alinéa 1er, point 3, il convient d'écrire par souci de précision "107, § 3, alinéa 3" au lieu de "107, § 3".

Dans le même paragraphe, à l'alinéa 2, il est renvoyé au "recours" prévu à l'article 19. L'article 19, § 4, alinéa 3, de l'arrêté en projet prévoit que le titulaire de l'autorisation "informe ses abonnés des possibilités de recours auprès du service de médiation". L'article 19, § 4, alinéa 4, fait, quant à lui, référence à un "protocole" conclu entre le "titulaire de l'autorisation" et le service de médiation pour les télécommunications, protocole destiné à déterminer "les modalités de traitement des plaintes". L'article 19 de l'arrêté en projet n'organise, dès lors, pas véritablement de recours. Il serait donc préférable de rédiger cet alinéa comme suit :

"En cas de refus d'accès au service ou de suspension de cet accès, l'utilisateur peut introduire une plainte auprès du service visé à l'article 19, § 3."

Article 5

L'assignation de fréquences radioélectriques fait l'objet de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, qui prévoit que les fréquences sont assignées, modifiées et retirées par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

.../...

Il n'apparaît pas clairement si l'assignation de fréquences prévues par le présent projet entend déroger à cet arrêté royal.

Il serait plus cohérent d'articuler l'attribution de fréquences aux titulaires des autorisations prévues par le présent projet dans le cadre de l'arrêté royal du 15 octobre 1979.

En tout état de cause, les mots "accords internationaux conclus par l'Institut, en particulier ceux en matière de coordination transfrontalière des fréquences, et des contraintes imposées par les autorités nationales" sont à omettre.

Cette disposition doit être fondamentalement revue.

Article 6

1. Il semble résulter du rapport au Roi que les obligations prévues aux paragraphes 3 à 5 ne s'imposeraient au titulaire de l'autorisation que dans l'hypothèse où un autre titulaire serait dans l'impossibilité d'installer une station terrienne fixe de satellite dans la même zone.

Cette intention ne ressort pas clairement du texte du projet.

Le paragraphe 2 en particulier sera revu pour tenir compte de cette observation.

Par ailleurs, on peut se demander si cette obligation ne devrait pas être étendue en faveur d'opérateurs,

.../...

autorisés en vertu d'autres réglementations que le présent projet, à établir des réseaux de télécommunications ou à prester des services de télécommunications.

2. Au paragraphe 3, il convient d'écrire "Dans le cas où un site est exploité par le titulaire d'une autorisation qui n'en est pas le propriétaire" au lieu de "Dans le cas d'un site qui n'est pas la propriété du titulaire de l'autorisation exploitant ce site".

De manière générale, les paragraphes 3 et 4 sont rédigés de manière fort confuse. Il est suggéré de les réécrire dans un souci de clarté et de simplicité.

3. Le paragraphe 5 sera omis. Le projet, qui définit les conditions de l'autorisation d'exploiter un service de télécommunications, conditions dont le non-respect est sanctionné par le retrait de l'autorisation, ne peut pas avoir pour objet d'imposer des obligations à des tiers (1).

4. Le paragraphe 6 doit également être omis, car superflu. L'article 79ter de la loi du 21 mars 1991 dispose en effet que les litiges en matière d'utilisation partagée sont soumis, à la demande de l'une ou de l'autre des parties, à la Chambre pour l'interconnexion, l'accès spécial et les utilisations partagées.

(1) Ce principe ne comporte qu'une seule exception, en matière d'interconnexion (article 87, § 2, alinéa 2, k) de la loi du 21 mars 1991, auquel renvoie, l'article 89, § 1er, alinéa 2 et § 2, alinéa 2).

La même observation vaut pour l'article 8, § 3.

Article 7

Cet article est à omettre, car superflu. Des règles dérogatoires au régime commun de la responsabilité ne pourraient, par ailleurs, valablement être établies que par la loi.

Article 8

1. Dans le paragraphe 1er, 1°, il convient de remplacer les mots "le titulaire de l'autorisation" par le mot "il".

Dans le même paragraphe, il conviendrait par ailleurs de rédiger le 2° sans introduire de rupture dans l'énumération par une nouvelle phrase.

2. Dans le paragraphe 2, il convient d'omettre les mots "à propos" et d'écrire dans le texte néerlandais "de commerciële voorwaarden van toegang vanaf ...".

Article 9

Cet article est à omettre car superflu. En effet, il n'ajoute rien à l'article 107 de la loi du 21 mars 1991 précitée.

.../...

Article 10

1. Au paragraphe 1er, alinéa 3, il convient d'écrire "a conclu un contrat" au lieu de "passe contract".

2. Au paragraphe 2, on écrira "dans le mois suivant son entrée en vigueur" au lieu de "dans le mois suivant l'entrée en vigueur de l'adaptation en question".

3. Au paragraphe 3, il serait plus élégant de remplacer la seconde phrase par la suivante : "Lors de chaque mise à jour de celle-ci, un exemplaire est transmis à l'Institut.".

Section VII - Droits

Il convient d'intituler cette section "Redevances". Elle trouverait, par ailleurs, mieux sa place dans le chapitre II, consacré à la procédure d'octroi des autorisations. Les redevances à payer ne constituent, en effet, pas véritablement un aspect du cahier des charges pour l'exploitation de services de communications personnelles mobiles par satellite, qui fait l'objet du chapitre premier.

Article 11

Il convient d'écrire "francs" au lieu de "francs belges". La même observation vaut pour les autres endroits de l'arrêté en projet où il est question de "francs belges".

.../...

Article 12

1. Au paragraphe 2, la deuxième phrase gagnerait à être déplacée et incluse dans le paragraphe 1er dont elle constituerait la seconde phrase, ceci moyennant les adaptations requises.

Par ailleurs, il faudrait insérer le mot "entiers" entre le mot "mois" et le mot "restants".

2. Au paragraphe 3, dernière phrase, il conviendrait d'omettre le mot "civils".

Article 14

Compte tenu de la nature de la redevance, on peut se demander s'il ne serait pas préférable de prévoir que, dans l'hypothèse envisagée d'une suspension ou d'un retrait de l'autorisation, la redevance annuelle est réduite proportionnellement à la durée de l'année pendant laquelle l'autorisation est suspendue ou retirée.

Article 15

La section de législation n'aperçoit pas quel est le fondement légal de la disposition examinée.

.../...

Article 16

1. A l'alinéa 1er, il convient d'écrire "contribue financièrement" au lieu de "doit contribuer financièrement", ainsi que d'omettre les mots "conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur" qui sont superflus.

2. A l'alinéa 2, on écrira "fonds précité" au lieu de "fonds pour le service universel des télécommunications".

Article 17

1. Au paragraphe 1er, alinéa 2, on remplacera les mots "Le titulaire de l'autorisation" par le pronom "Il".

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, il convient d'écrire "Le titulaire de l'autorisation" au lieu de "Le titulaire d'autorisation".

A l'alinéa 2 du même paragraphe, on écrira "ainsi que des moyens d'y remédier et de leur coût" au lieu de "ainsi que de tout moyen éventuel d'y remédier et du coût que cela implique".

3. Au paragraphe 3, il convient d'omettre les mots "de communication par satellite" qui sont superflus.

.../...

4. Au paragraphe 4, il y a lieu d'omettre les mots "dans le cadre de leur contrat de travail". Des règles complémentaires à la législation relative aux contrats de travail ne peuvent, en effet, valablement être établies que par la loi.

5. Il convient d'omettre le paragraphe 5, car il n'ajoute rien aux "dispositions légales et réglementaires en vigueur".

Article 18

Le paragraphe 1er, 1° à 4°, et les paragraphes 2 et 3 reproduisent imparfaitement, en ce qui concerne le texte français (1), l'article 8 de la directive 97/66 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications.

Le paragraphe 2 est superflu (2).

(1) Au paragraphe 1er, 1°, on écrira "ce" au lieu de "ceci" et au 2°, on écrira "l'abonné appelé" au lieu de "l'abonné appelant".

(2) Dans la directive 97/66/CE précitée, cette disposition se justifie par le fait que l'article 3 de celle-ci limite son champ d'application "au traitement des données à caractère personnel dans le cadre de la fourniture de services de télécommunications accessibles au public sur les réseaux publics de télécommunications dans la Communauté".

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Art. 18. § 1er. En ce qui concerne l'indication de l'identification de lignes appelante et connectée, le titulaire de l'autorisation respecte les principes définis aux §§ 2 et 3.

§ 2. Dans les cas où l'identification ...(la suite comme dans le projet sous paragraphe 1er, 1° à 4°, mais sans numérotation (1)).

§ 3. Le titulaire de l'autorisation informe ses abonnés des services d'indication de l'identification des lignes appelante et connectée qu'il offre, ainsi que des possibilités prévues au § 2."

Article 19

Le paragraphe 4 impose au titulaire de l'autorisation l'obligation de conclure un protocole avec le service de médiation, comprenant "notamment la convention d'arbitrage dont (il est) question à l'article 43bis, § 3, 4°, de la loi".

Ainsi que le Conseil d'Etat l'a déjà observé (2):

"... il résulte clairement tant de l'article 43bis précité que des dispositions constitutionnelles qui confient aux cours et tribunaux les litiges portant sur des droits civils (article 144) et qui prévoient que "nul

(1) On évite ainsi d'introduire des phrases incidentes dans une énumération.

(2) Avis L. 28.067/4, donné le 30 septembre 1998, sur un projet d'arrêté royal "portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires".

ne peut être distrait contre son gré du juge que la loi lui assigne" (article 13), que le recours à l'arbitrage du service de médiation implique le libre consentement de toutes les parties au litige. Le consentement de l'entreprise qui fournit un service de télécommunications ne peut dès lors lui être imposé comme condition de fourniture de ce service."

Article 20

Au paragraphe 2, les mots "et définitivement", dont la portée est obscure en l'espèce, semblent pouvoir être omis.

Article 21

1. Au paragraphe 1er, alinéa 2, il est suggéré d'écrire "de ce rapport" au lieu de "dudit rapport".

Dans ce même alinéa, la portée exacte des mots "en concertation avec le titulaire de l'autorisation", est obscure. Quelle forme prend cette "concertation" ? Quid en cas de désaccord persistant sur la forme du rapport entre l'Institut et le titulaire de l'autorisation ?

2. Au paragraphe 2, il convient d'écrire "le 30 juin" au lieu de "pour le 30 juin", ainsi que d'omettre le mot "notamment".

En ce qui concerne ce paragraphe, la question se pose de savoir s'il ne serait pas plus pratique d'insérer les données qu'il vise dans la liste de celles qui doivent figurer dans le rapport visé au paragraphe 1er. On éviterait ainsi la multiplication des rapports.

.../...

Article 22

1. Au paragraphe 1er, on écrira "ne satisfait pas" au lieu de "manque".

2. Le paragraphe 5 fait double emploi avec l'article 14.

Article 23

Il est suggéré d'ajouter à cet article les mots "en deux exemplaires", ce qui permettrait d'omettre l'article 25.

Article 24

Au paragraphe 1er, il y a lieu de faire précéder chacun des points de l'énumération par un article, soit également les points 7°, 10°, 11° et 16°.

Dans le même paragraphe, 8°, il est suggéré d'écrire "sa politique tarifaire" au lieu de "la politique tarifaire proposée". Le mot "proposée" pourrait en effet laisser supposer, que l'Institut contribue à l'établissement de la politique tarifaire du demandeur d'une autorisation.

.../...

Articles 26 et 27

Ces articles doivent être omis, les dispositions qu'ils contiennent étant soit inutiles (article 26 et article 27, § 1er), soit dépourvues de base légale (article 27, § 2).

Article 28

1. Suivant la directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications, les Etats membres doivent se prononcer sur l'octroi des licences individuelles au plus tard six semaines après la réception de la demande. Ils peuvent porter ce délai à quatre mois dans les cas objectivement justifiés, explicitement définis dans les dispositions transposant la directive.

En fixant ce délai uniformément à trois mois, sans autre justification, le projet ne transpose pas correctement la directive précitée.

2. En outre, au paragraphe 1er, il convient d'écrire "attribue ou refuse" au lieu de "attribue".

OBSERVATIONS FINALES

La rédaction du texte gagnerait à être améliorée dans un souci de correction et d'élégance de la langue, ainsi qu'en fonction des règles de légistique formelle.

.../...

On sera notamment attentif au respect des règles suivantes :

- 1° le numérotage des premières sections d'un texte ne se fait pas en chiffres cardinaux romains (1). Il convient d'écrire en toutes lettres "Section première", et non "Section I" ou "Section Ier";
- 2° il convient d'écrire "§ 1er" en chiffre ordinal, au lieu de "§ 1";
- 3° il n'y a lieu de diviser un article en paragraphes que lorsqu'au moins l'un de ces derniers comporte plus d'un alinéa;
- 4° lorsqu'il est procédé à des subdivisions à l'intérieur d'une phrase, leur numérotage doit se faire par 1°, 2°, 3°, etc., plutôt que par a), b), c), etc. ou par 1., 2., 3., etc.;
- 5° les nombres sont à écrire en lettres;
- 6° il convient d'éviter autant que possible l'usage de mots ou de sigles anglais;
- 7° il convient d'éviter l'usage de parenthèses;

(1) La section de législation du Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de rappeler cette règle de légistique à de très nombreuses reprises, notamment dans l'avis L. 27.309/4, précité.

8° lorsqu'il est renvoyé, dans un article de l'arrêté en projet, à un autre article de cet arrêté, il convient de ne pas faire suivre l'identification de cet article par les mots "du présent arrêté"; de même lorsqu'il est renvoyé, dans une subdivision d'article, à une autre subdivision de cet article de cet arrêté, il convient de ne pas faire suivre l'identification de cette subdivision par les mots "du présent article" ou les mots "de cet article".

En ce qui concerne le texte néerlandais du projet, des propositions tendant à améliorer le texte sont faites à titre d'exemple dans la version néerlandaise du présent avis.

ALGEMENE OPMERKING

Op de vraag of de vergunninghouders ook een vergunning moeten aanvragen voor de exploitatie van een openbaar telecommunicatienetwerk, overeenkomstig het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken, heeft de gemachtigde ambtenaar ontkennend geantwoord, waarbij hij ervan is uitgegaan dat een mobiel netwerk zoals dat wat opgericht wordt door de operatoren van satellietcommunicatiediensten geen openbaar telecommunicatienetwerk is.

In het advies dat is uitgebracht over het wetsontwerp dat de wet van 19 december 1997 is geworden tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven teneinde het reglementaire kader aan te passen aan de verplichtingen die inzake vrije mededinging en harmonisatie op de markt voor telecommunicatie, voortvloeien uit de van kracht zijnde beslissingen van de Europese unie, heeft de Raad van State het volgende opgemerkt met betrekking tot artikel 89 :

"de exploitatie van een mobiele telefoondienst, ten slotte, onderstelt de aanleg en de exploitatie van een telecommunicatienetwerk, waarvoor krachtens de ontworpen artikelen 92 en 92bis een vergunning is vereist. In het derde lid van de paragrafen 1 tot 3 van de onderhavige ontworpen bepaling, wordt telkens gesteld dat "elke vergunning (...) de voorwaarden (vastlegt) voor de aanleg van het net ...". Het ontwerp doet dus twijfel rijzen omtrent de vraag of de ondernemingen voor mobiele telecommunicatiediensten ook een

.../...

afzonderlijke vergunning moeten krijgen voor de aanleg en de exploitatie van hun netwerken en de bijbehorende rechten moeten betalen. Indien dat niet de bedoeling is van de steller van het ontwerp, moet dat uitdrukkelijk worden vermeld. In dat geval moeten de voorwaarden voor de aanleg en de exploitatie van het netwerk niet in de vergunning, maar in het bestek worden genoemd."

Er is echter geen rekening gehouden met deze opmerking en in de parlementaire voorbereiding staat nergens waarom.

Artikel 68, 5° en 19°, van de wet van 21 maart 1991 stelt respectievelijk de begrippen telecommunicatienetwerk en telecommunicatiedienst vast als volgt :

- "5° Telecommunicatienetwerk : de transmissiesystemen en, voor zover van toepassing, schakelapparatuur en andere hulpmiddelen die het mogelijk maken signalen tussen welbepaalde aansluitpunten via draadverbindingen, radiogolven, optische of andere elektromagnetische middelen over te brengen;"
- "19° Telecommunicatiedienst : dienst die geheel of gedeeltelijk in de transmissie en routing van signalen over telecommunicatienetwerken bestaat, met uitzondering van radio- en televisie-omroepdiensten;"

Deze definities zijn dezelfde als die welke gegeven worden in richtlijn 97/33/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP).

.../...

Artikel 5, lid 1, van deze richtlijn bepaalt het volgende :

"1. Wanneer een lidstaat overeenkomstig de bepalingen van dit artikel vaststelt dat de verplichting tot universele dienstverstrekking voor een organisatie een onbillijke last meebrengt, stelt hij een mechanisme in voor het delen van de nettokosten van de verplichting tot universele dienstverstrekking met andere organisaties die openbare telecommunicatienetwerken en/of algemene beschikbare spraaktelefoondiensten exploiteren. ...".

Artikel 86, § 2, van de wet van 21 maart 1991, zet deze bepaling om als volgt :

"Zijn verplicht bij te dragen in het fonds [voor de universele dienstverlening inzake telecommunicatie] ... de personen die :

- 1° een openbaar telecommunicatienet exploiteren of
 - 2° een spraaktelefoondienst leveren;
- ...".

Toen deze bepaling destijds in de ontwerpfase voor advies aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen is voorgelegd, heeft deze het volgende opgemerkt :

"... het (is) niet duidelijk of artikel 86, § 2, 1°, de mobiele operatoren omvat;"(1).

(1) Gedr. St., Kamer, 1265/1-97/98, blz. 78. De definitie die gegeven wordt van "spraaktelefoniedienst" omvat immers niet de mobiele telefonie.

Als antwoord daarop heeft de Regering in de memorie van toelichting het volgende gezegd :

"Inzake de identiteit van de bijdragers is België van oordeel dat de mobiele operatoren verplicht zijn om bij te dragen in de financiering van de universele dienstverlening in hun hoedanigheid van leverancier van een openbaar telecommunicatienet. Die deelname is volkomen in overeenstemming met richtlijn 97/33/EG (artikel 3)." (1).

Uit dat antwoord blijkt dat het wel degelijk de bedoeling was van de wetgever ervan uit te gaan dat een mobiel telefoonnetwerk, of daarbij nu gebruik wordt gemaakt van satellieten of niet, een "telecommunicatienetwerk" is in de zin van artikel 68, 5°, van de genoemde wet. De voorwaarden van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken gelden bijgevolg ook voor zulk een netwerk, aangezien dit koninklijk besluit geen onderscheid maakt tussen de netwerken.

Voor zover het ontwerp voorwaarden vaststelt voor de aanleg van een netwerk, put het ook zijn rechtsgrond uit artikel 92bis.

Indien het de bedoeling is van de steller van het ontwerp dat, om mobiele satellietcommunicatienetwerken aan te leggen, alleen aan de voorwaarden van het voorliggende ontwerp moet worden voldaan, dan moet hij dit uitdrukkelijk bepalen en het genoemde koninklijk besluit van 22 juni 1998 dienovereenkomstig aanpassen.

(1) *ibid.*, blz. 81.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Eerste tot derde lid

Van elke genoemde richtlijn dienen de artikelen te worden aangegeven die bij het ontworpen besluit worden omgezet (1).

Vierde lid

De artikelen 7 en 13 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving leveren geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit. Het ontworpen besluit bevat immers geen voorschrift met betrekking tot de erkenning van zendtoestellen of zend-ontvangtoestellen voor

-
- (1) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft vroeger reeds moeten herinneren aan dit wetgevings-technisch voorschrift, onder meer in advies L. 27.309/4, uitgebracht op 11 maart 1998, over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van het bestek van toepassing op de spraaktelefoondienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen is geworden (bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 15 juli 1998, blz. 23.299), en in advies L. 28.069/4, uitgebracht op 26 oktober 1998, over een ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van de termijnen en principes die van toepassing zijn op de commerciële onderhandelingen die worden gevoerd om interconnectieakkoorden te sluiten en de nadere regels voor publicatie van het referentie-interconnectieaanbod en tot vaststelling van de voorwaarden die geregeld moeten worden in de interconnectieovereenkomst.

.../...

radioverbinding, noch een voorschrift met betrekking tot het verbod om zend- of ontvangtoestellen voor radioverbinding te houden of te gebruiken. Dit lid dient bijgevolg te vervallen. Op te merken valt trouwens dat het genoemde artikel 7 vervangen is bij de wet van 6 mei 1998.

Vijfde lid

Dit lid moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 89, § 1 en § 2, vervangen bij de wet van 19 december 1997, op artikel 92bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 en vervangen bij de wet van 19 december 1997, en op artikel 92ter, ingevoegd bij de wet van 19 december 1997;"

Zesde lid

Aangezien het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen geen rechtsgrond oplevert voor het ontworpen besluit, moet dit lid vervallen.

.../...

Zevende lid

Het advies van het Belgisch Instituut voor post-diensten en telecommunicatie zit niet bij de stukken. Dit advies wordt dan ook gegeven onder voorbehoud dat dit vormvoorschrift wordt nagekomen.

Negende lid

In dit lid behoort de datum te worden vermeld waarop de Minister van Begroting zich met het ontwerp akkoord heeft verklaard, namelijk 10 september 1998.

Tiende lid

Artikel 3, vijfde alinea, van richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten bepaalt dat de Commissie nagaat of de beoogde vergunningsprocedures met het Verdrag verenigbaar zijn, voordat ze worden toegepast. Dit artikel is echter alleen van toepassing op de "vergunningen voor de beschikbaarstelling van spraaktelefonie en van openbare telecommunicatienetten".

Aangezien de ontworpen regeling betrekking heeft op de beschikbaarstelling van mobiele telefoniediensten, en niet van spraaktelefoniediensten, hoeft het niet als dusdanig voor voorafgaand advies aan de commissie te worden voorgelegd.

.../...

De vraag rijst echter of dat vormvoorschrift niet moet gelden voor de mobiele satellietcommunicatie, voor zover het hier gaat om een "openbaar telecommunicatienet" in de zin van de genoemde richtlijn.

Rekening houdend met de algemene opmerking, lijkt dit inderdaad zo te zijn.

Volgens de verstrekte uitleg lijkt de Commissie er echter zelf van uit te gaan dat de ontwerpen waarvan sprake in het genoemde artikel 3, vijfde alinea, haar niet meer overgezonden moeten worden voordat ze ten uitvoer worden gelegd, en dit sedert de liberalisering van de telecommunicatiemarkt (1).

(1) Bovendien valt op te merken dat, aangezien artikel 2, lid 4, van de genoemde richtlijn 90/388/EG van de Commissie van 28 juni 1990 het volgende bepaalt : "De Lid-Staten delen de Commissie de criteria mede, waarop de vergunnings-, algemene goedkeurings- en aanmeldings-procedures zijn gebaseerd, alsmede de daaraan verbonden voorwaarden", in een considerans vermeld dient te worden dat het besluit aan de Commissie is overgezonden.

Elfde lid

Wanneer wordt gevraagd dat het advies binnen een termijn van een maand wordt gegeven, behoren de twee volgende leden in de aanhef te worden opgenomen (1) :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad van ... [datum] over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 december 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

DispositiefArtikel 1

1. In 8° verschilt de definitie van "satelliet-grondstation" van de definitie die in artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 16 april 1998 betreffende de satellietgrondstations staat. Dat besluit definieert een

(1) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft dit wetgevingstechnisch voorschrift reeds talrijke keren in herinnering moeten brengen, onder meer in advies L. 26.588/4, gegeven op 29 september 1997, over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 16 april 1998 betreffende de satellietgrondstations is geworden (bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 27 juni 1998, blz. 21.152), en in het genoemde advies L. 27.309/4.

satellietgrondstation immers als "apparatuur die kan worden gebruikt voor transmissie of voor transmissie en ontvangst, of uitsluitend voor ontvangst van radiocommunicatiesignalen door middel van satellieten of andere systemen in de ruimte, uitgezonderd antennes die louter voor het grote publiek bestemde televisiesignalen kunnen ontvangen". Ter wille van de samenhang behoren dezelfde bewoordingen te worden gebruikt om hetzelfde begrip te definiëren.

2. Het zou verkieslijk zijn de definitie van "vergunning" die in 19° staat, in artikel 2 op te nemen, met weglating van de woorden "overeenkomstig dit besluit" en gevolgd door de woorden "hierna de vergunning genoemd". Aangezien de afgifte van die vergunning één van de belangrijkste aspecten is van het ontworpen besluit, is het niet raadzaam de definitie ervan in artikel 1 op te nemen, tussen meer dan twintig andere definities.

3. Het zou beter zijn de definitie van "interconnectieoperator", die in 22° staat, en die van "huurlijnenoperator", die in 23° staat, meteen te laten volgen op de definitie van "mobiele operator", die in 14° staat.

4. Ten slotte is het niet duidelijk wat de zin is van de definitie in 24°, in het licht van de definitie in 10°.

.../...

Artikel 3

1. Met betrekking tot paragraaf 1 rijst de vraag of de termijn van een maand in de praktijk altijd door de vergunninghouders geëerbiedigd kan worden. De structuur en de controle van het kapitaal van laatstgenoemden hangen immers onder meer af van gebeurtenissen die zij niet in de hand hebben.

2. In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men "vanaf de datum waarop ze is afgegeven", in plaats van "te rekenen vanaf de datum waarop die vergunning is uitgereikt".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf schrijve men "wordt" in plaats van "kan worden".

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in haar advies L. 27.309/4, dat ze op 11 maart 1998 heeft uitgebracht over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van het bestek van toepassing op de spraaktelefoondienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen is geworden, onder meer het volgende opgemerkt met betrekking tot artikel 19 :

"Gelet op artikel 9, lid 3, van de voormelde richtlijn 97/13/EG, krachtens hetwelk eenieder die aan de voorwaarden van het bestek voldoet, het recht (heeft) om een vergunning te ontvangen, behoren de woorden "met name" in het derde lid te vervallen.

De weigering om de vergunning te verlengen, is een besluit met vergaande gevolgen voor de betrokkene, zodat hij op zijn minst in de gelegenheid moet worden gesteld om zijn oordeel te geven.

.../...

Tegen die beslissing kan bij de Raad van State beroep worden ingesteld."

Deze opmerking, waarmee in het koninklijk besluit van 22 juni 1998 rekening is gehouden, is ook in het onderhavige geval van toepassing wat betreft de woorden "met name" in paragraaf 2, vierde lid.

Artikel 4

1. Uit paragraaf 1 vloeit impliciet voort dat een "dienst inlichtingen" en een "nooddienst" aan de gebruikers moeten worden aangeboden. Die verplichting behoort uitdrukkelijk in een afzonderlijke bepaling te worden vermeld, waarin die beide diensten ook duidelijk omschreven moeten worden.

2. In paragraaf 2 schrijve men in de Franse tekst "transparentes" in plaats van "transparantes".

3. In paragraaf 3, eerste lid, punt 3, schrijve men ter wille van de nauwkeurigheid "107, § 3, derde lid," in plaats van "107, § 3".

In dezelfde paragraaf, tweede lid, wordt verwezen naar het "beroep" waarin artikel 19 voorziet. Artikel 19, § 4, derde lid, van het ontworpen besluit bepaalt dat de vergunninghouder "zijn abonnees (inlicht) over de mogelijkheden om een beroep te doen op de ombudsdienst". Artikel 19,

.../...

§ 4, vierde lid, verwijst dan weer naar een "protocol" gesloten tussen de "vergunninghouder" en de ombudsdienst voor telecommunicatie, welk protocol bedoeld is om "de nadere regels voor de behandeling van klachten" vast te stellen. Artikel 19 van het ontworpen besluit voorziet derhalve niet echt in de mogelijkheid om beroep in te stellen. Het zou dan ook beter zijn dit lid als volgt te stellen :

"Indien de toegang tot de dienst wordt geweigerd of geschorst, kan de gebruiker een klacht indienen bij de in artikel 19, § 3, bedoelde dienst.".

Artikel 5

De toewijzing van radiofrequenties is het onderwerp van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, luidens hetwelk de frequenties toegewezen, vervangen en teruggenomen worden door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Het is niet duidelijk of het de bedoeling is om met de toewijzing van frequenties waarin het ontwerp voorziet, af te wijken van dat koninklijk besluit.

Ter wille van de samenhang zou het beter zijn de toewijzing aan de vergunninghouders van de frequenties waarin het voorliggende ontwerp voorziet af te stemmen op het koninklijk besluit van 15 oktober 1979.

.../...

In ieder geval moeten de woorden "internationale, door het Instituut afgesloten akkoorden, in het bijzonder deze met betrekking tot grensoverschrijdende frequentie-coördinatie, en beperkingen opgelegd door de nationale overheden" vervallen.

Deze bepaling moet grondig worden herzien.

Artikel 6

1. Uit het verslag aan de Koning lijkt voort te vloeien dat de verplichtingen vervat in de paragrafen 3 tot 5 voor de vergunninghouder alleen gelden indien een andere vergunninghouder in de onmogelijkheid verkeert om in hetzelfde gebied een vast satellietgrondstation te vestigen.

Die bedoeling blijkt niet duidelijk uit de tekst van het ontwerp.

Vooral paragraaf 2 dient te worden herzien teneinde met deze opmerking rekening te houden.

Voorts rijst de vraag of die verplichting niet moet worden uitgebreid tot operatoren die krachtens andere regelingen dan het onderhavige ontwerp gemachtigd zijn om telecommunicatienetwerken op te zetten of om telecommunicatiediensten te verlenen.

.../...

2. In paragraaf 3 behoort te worden geschreven "Indien een terrein wordt geëxploiteerd door een vergunninghouder die daar niet de eigenaar van is" in plaats van "Indien een site niet het eigendom is van de vergunninghouder die deze site uitbaat".

Algemeen gesproken zijn paragraaf 3 en paragraaf 4 zeer verward gesteld. Er wordt voorgesteld die paragrafen te herschrijven met het oog op de duidelijkheid en de eenvoud.

3. Paragraaf 5 behoort te vervallen. Doordat het ontwerp bepaalt welke voorwaarden de vergunning om een telecommunicatiedienst te exploiteren behoort te bevatten, welke voorwaarden in acht genomen moeten worden op straffe van intrekking van de vergunning, mogen bij het ontwerp geen verplichtingen worden opgelegd aan derden (1).

4. Ook paragraaf 6 dient, als overbodig, te vervallen. Artikel 79ter van de wet van 21 maart 1991 bepaalt immers dat de geschillen inzake gedeeld gebruik op verzoek van een der partijen aanhangig wordt gemaakt bij de Kamer voor Interconnectie, bijzondere toegang en gedeeld gebruik.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 8, § 3.

(1) Op dat beginsel bestaat slechts één uitzondering, inzake interconnectie (artikel 87, § 2, tweede lid, k), van de wet van 21 maart 1991, waarnaar wordt verwezen in artikel 89, § 1, tweede lid, en § 2, tweede lid).

Artikel 7

Dit artikel behoort als overbodig te vervallen. Overigens zouden regels die afwijken van de gemeenschappelijke regeling inzake verantwoordelijkheid alleen bij de wet geldig kunnen worden vastgesteld.

Artikel 8

1. In paragraaf 1, 1°, dienen de woorden "de vergunninghouder" te worden vervangen door het woord "hij".

In dezelfde paragraaf zou onderdeel 2° overigens aldus moeten worden gesteld dat de opsomming niet onderbroken wordt door een nieuwe zin.

2. In paragraaf 2 schrijve men "de commerciële voorwaarden van toegang vanaf ..." en dienen in de Franse tekst de woorden "à propos" te vervallen.

Artikel 9

Dit artikel behoort als overbodig te vervallen. In dat artikel worden immers alleen de bepalingen van artikel 107 van de voormelde wet van 21 maart 1991 herhaald.

.../...

Artikel 10

1. In paragraaf 1, derde lid, schrijve men "een contract heeft gesloten" in plaats van "contracten heeft afgesloten".

2. In paragraaf 2 behoort te worden geschreven "meegedeeld tijdens de maand na de inwerkingtreding ervan" in plaats van "meegedeeld binnen de maand volgend op het in voege treden van de betrokken aanpassing".

3. In paragraaf 3 dient de tweede zin te worden vervangen als volgt : "Bij elke bijwerking van die brochure wordt een exemplaar ervan aan het Instituut overgezonden.".

Afdeling VII - Rechten

Deze afdeling zou als opschrift "Retributies" moeten krijgen. Ze hoort overigens veeleer thuis in hoofdstuk II, dat gewijd is aan de procedure tot toekenning van vergunningen. De te betalen retributies vormen immers niet echt een aspect van het bestek voor de exploitatie van mobiele persoonlijke satellietcommunicatiediensten, waaraan hoofdstuk I gewijd is.

.../...

Artikel 11

Men schrijve "frank" in plaats van "Belgische frank". Deze opmerking geldt ook voor de andere plaatsen in het ontworpen besluit waar met de term "Belgische frank" wordt gewerkt.

Artikel 12

1. De tweede zin van paragraaf 2 zou uit die paragraaf moeten worden gelicht en zou moeten worden opgenomen in paragraaf 1 waarvan hij, met de nodige aanpassingen, de tweede zin zou worden.

Voorts zou het woord "volledige" moeten worden ingevoegd tussen het woord "resterende" en het woord "maanden".

2. In paragraaf 3, laatste zin, schrijve men "dagen" in plaats van "kalenderdagen".

Artikel 14

Gelet op de aard van de retributie rijst de vraag of het niet beter zou zijn te bepalen dat in het bestudeerde geval van een schorsing of intrekking van de vergunning, de jaarlijkse retributie verminderd wordt in verhouding tot de periode van het jaar waarin de vergunning geschorst of ingetrokken is.

.../...

Artikel 15

Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk wat de rechtsgrond van de onderzochte bepaling is.

Artikel 16

1. In het eerste lid behoort te worden geschreven "draagt financieel bij" in plaats van "moet financieel bijdragen". Bovendien behoren de woorden "overeenkomstig de van kracht zijnde wettelijke en reglementaire bepalingen" als overbodig te vervallen.

2. In het tweede lid schrijve men "voormelde fonds" in plaats van "fonds voor de universele dienstverlening inzake telecommunicatie".

Artikel 17

1. In paragraaf 1, tweede lid, dienen de woorden "De vergunninghouder" te worden vervangen door het voornaamwoord "Hij".

2. In de Franse tekst van paragraaf 2, eerste lid, behoort te worden geschreven "Le titulaire de l'autorisation" in plaats van "Le titulaire d'autorisation".

.../...

In het tweede lid van dezelfde paragraaf behoort te worden geschreven "alsook over de middelen om dat risico tegen te gaan, met inbegrip van de kosten ervan" in plaats van "evenals over de eventuele middelen om dat risico tegen te gaan met inbegrip van de daaraan verbonden kosten".

3. In paragraaf 3, in fine, schrijve men "mobiel eindapparaat" in plaats van "mobiel satellieteindapparaat".

4. In paragraaf 4 dienen de woorden "in het kader van hun arbeidsovereenkomst" te vervallen. Regels tot aanvulling van de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomsten kunnen immers alleen bij de wet rechtsgeldig worden vastgesteld.

5. Paragraaf 5 behoort te vervallen, aangezien hij geen bepalingen bevat die nog niet in "de van kracht zijnde wettelijke en reglementaire bepalingen" voorkomen.

Artikel 18

Wat de Franse tekst betreft, vormen paragraaf 1, 1° tot 4°, en de paragrafen 2 en 3 een onvolmaakte weergave van artikel 8 van richtlijn 97/66 van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 1997 betreffende de verwerking

.../...

van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de telecommunicatiesector (1).

Paragraaf 2 is overbodig (2).

Er wordt voorgesteld dit artikel als volgt te redigeren :

"Art. 18. § 1. Wat betreft de presentatie van de identificatie van het oproepende en het opgeroepen nummer, komt de vergunninghouder de beginselen bepaald in de paragrafen 2 en 3 na.

§ 2. Wanneer presentatie van de identificatie ... (voorts als in het ontwerp onder paragraaf 1, 1° tot 4°, maar zonder nummering (3)).

§ 3. De vergunninghouder licht zijn abonnees in over de diensten van presentatie van de identificatie van het oproepende of opgeroepen nummer die hij aanbiedt, alsook over de mogelijkheden vermeld in § 2."

-
- (1) In paragraaf 1, 1), schrijve men "ce" in plaats van "ceci" en in onderdeel 2° dient "l'abonné appelé" te worden geschreven in plaats van "l'abonné appellant".
- (2) In de voormelde richtlijn 97/66/EG is die bepaling verantwoord doordat de werkingssfeer van de richtlijn bij artikel 3 beperkt wordt tot "de verwerking van persoonsgegevens in verband met de verstrekking van algemeen beschikbare telecommunicatiediensten via openbare telecommunicatienetwerken in de Gemeenschap".
- (3) Zo vermijdt men dat een opsomming door tussenzinnen wordt onderbroken.

.../...

Artikel 19

In paragraaf 4 wordt de vergunninghouder ertoe verplicht met de ombudsdienst een protocol te sluiten betreffende "met name de arbitrageovereenkomst waarvan sprake (is) in artikel 43bis, § 3, 4°, van de wet".

Zoals de Raad van State reeds heeft opgemerkt (1) :

"... blijkt duidelijk, zowel uit het voormelde artikel 43bis als uit de grondwetsbepalingen die aan de hoven en rechtbanken de geschillen houdende burgerlijke rechten toewijzen (artikel 144) en die bepalen dat "niemand tegen zijn wil kan worden afgehouden van de rechter die de wet hem toekent" (artikel 13), dat het beroep doen op de arbitrage van de ombudsdienst de vrije instemming impliceert van alle partijen bij het geschil. De toestemming van de onderneming die een telecommunicatiedienst levert, kan haar bijgevolg niet worden opgelegd als voorwaarde om die dienst te leveren."

Artikel 20

Blijkbaar mogen in paragraaf 2 de woorden "en definitief", waarvan de strekking in casu onduidelijk is, vervallen.

(1) Advies L. 28.067/4, dat op 30 september 1998 is gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen".

Artikel 21

1. In de Franse tekst van paragraaf 1, tweede lid, wordt voorgesteld "de ce rapport" te schrijven in plaats van "dudit rapport".

In hetzelfde lid is niet duidelijk wat juist met de woorden "in overleg met de vergunninghouder" wordt bedoeld. Welke vorm neemt dat "overleg" aan ? Wat als het Instituut en de vergunninghouder het oneens blijven over de vorm van het verslag ?

2. In paragraaf 2 behoort te worden geschreven "uiterlijk 30 juni" in plaats van "uiterlijk voor 30 juni". Voorts dienen de woorden "onder meer" te vervallen.

In verband met deze paragraaf rijst de vraag of het niet praktischer zou zijn de daarin vermelde gegevens op te nemen in de lijst van de gegevens die moeten voorkomen in het verslag bedoeld in paragraaf 1. Zo zou kunnen worden voorkomen dat te veel verslagen moeten worden opgesteld.

Artikel 22

1. In de Franse tekst van paragraaf 1 schrijve men "ne satisfait pas" in plaats van "manque".

2. Paragraaf 5 vormt een nodeloze herhaling van artikel 14.

.../...

Artikel 23

Er wordt voorgesteld om na het woord "vergunnings-aanvraag" de woorden "in duplo" toe te voegen, waardoor artikel 25 zou kunnen vervallen.

Artikel 24

In paragraaf 1 behoort zorgvuldiger te worden omgesprongen met de lidwoorden aan het begin van elk onderdeel van de opsomming. Zo schrijve men in onderdeel 1° "de naam van de aanvrager", in onderdeel 7° "een gedetailleerde beschrijving ...", in de onderdelen 10° en 11° telkens "een gedetailleerde studie ..." en in onderdeel 16° "de referenties ...".

In dezelfde paragraaf, onderdeel 8°, wordt voorgesteld te schrijven "het tariefbeleid van de aanvrager" in plaats van "het voorgestelde tariefbeleid". Door het woord "voorgestelde" zou immers de indruk kunnen ontstaan dat het Instituut meewerkt aan het vaststellen van het tariefbeleid van de aanvrager van de vergunning.

Artikelen 26 en 27

Deze artikelen behoren te vervallen, aangezien de bepalingen die ze bevatten hetzij overbodig zijn (artikel 26 en artikel 27, § 1), hetzij geen rechtsgrond bezitten (artikel 27, § 2).

.../...

Artikel 28

1. Volgens richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het gebied van telecommunicatiediensten moeten de Lid-Staten zich uiterlijk zes weken na ontvangst van de aanvraag om een individuele vergunning over die aanvraag uitspreken. In objectief gerechtvaardigde gevallen die specifiek worden omschreven in de bepalingen waarbij de richtlijn wordt omgezet, mogen zij die termijn op vier maanden brengen.

Doordat die termijn zonder opgave van redenen eenvormig op drie maanden wordt vastgesteld, wordt de voormelde richtlijn in het ontwerp niet correct omgezet.

2. Bovendien behoort in de tweede zin van paragraaf 1 te worden geschreven "De Koning verleent of weigert de vergunning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad ..." in plaats van "De Koning kent bij een in ministerraad overlegd besluit, de vergunning toe ...".

SLOTOPMERKINGEN

De redactie van de tekst zou beter moeten worden verzorgd met het oog op een correct en elegant taalgebruik en op basis van de regels van de wetgevingstechniek.

.../...

Er behoort inzonderheid te worden voor gezorgd dat de volgende regels worden nageleefd :

- 1° in het Nederlands worden alle hoofdstukken en afdelingen genummerd met hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers. Deze regel geldt ook voor het Frans, met uitzondering weliswaar van hoofdstuk I en afdeling I, die als "Chapitre premier" en "Section première" moeten worden aangeduid (1);
- 2° in de Franse tekst dient "§ 1er" te worden geschreven in plaats van "§ 1";
- 3° een artikel behoort alleen dan in paragrafen te worden onderverdeeld als ten minste één paragraaf uit meer dan één lid bestaat;
- 4° wanneer een zin wordt onderverdeeld, wordt gebruik gemaakt van de nummering met 1°, 2°, 3°, enz. in plaats van een nummering met a), b), c), enz. of met 1., 2., 3., enz.;
- 5° getallen behoren voluit te worden geschreven;
- 6° Engelse woorden of afkortingen dienen zoveel mogelijk te worden vermeden;

(1) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft reeds herhaaldelijk de gelegenheid gehad aan die regel van de wetgevingstechniek te herinneren, inzonderheid in het voormelde advies L. 27.309/4.

- 7° het gebruik van ronde haakjes dient te worden vermeden;
- 8° wanneer in een artikel van het ontworpen besluit wordt verwezen naar een ander artikel van dat besluit mag de vermelding van dat artikel niet worden gevolgd door de woorden "van dit besluit"; wanneer in een onderverdeling van een artikel naar een andere onderverdeling van datzelfde artikel van datzelfde besluit wordt verwezen, mag de vermelding van dat onderdeel niet worden gevolgd door de woorden "van het onderhavige artikel" noch door de woorden "van dit artikel".

Wat de Nederlandse tekst betreft worden hierna, bij wijze van voorbeeld, voorstellen gedaan tot verbetering van de tekst :

- in artikel 6, paragraaf 1, dienen de woorden "sites" en "voorziet" te worden vervangen door respectievelijk de woorden "terreinen" en "plant". Ook elders in het ontwerp dient het woord "site" te worden vervangen door het woord "terrein";
- in artikel 6, paragraaf 3, dient het woord "uitbaat" te worden vervangen door het woord "exploiteert". Ook elders in het ontwerp dient het werkwoord "uitbaten" te worden vervangen door het werkwoord "exploiteren";
- in artikel 6, paragraaf 4, tweede zin, dient de constructie "in die mate dat de beschikbare gebouwen het toelaten" te worden vervangen door de constructie "voor zover de beschikbare gebouwen het mogelijk maken";

.../...

- in artikel 8, paragraaf 1, onderdeel 1°, dient het woord "indienstneming" te worden vervangen door het woord "indienststelling";
- in datzelfde artikel 8, paragraaf 1, onderdeel 2°, schrijve men "geschiedt" in plaats van "gebeurt". Ook elders in het ontwerp dienen de vormen van het werkwoord "gebeuren" te worden vervangen door de overeenkomstige vormen van het werkwoord "geschieden", tenzij het echt om een toevallige gebeurtenis gaat;
- in de inleidende zin van artikel 10, paragraaf 1, tweede lid, dient het woord "tenminste" te worden vervangen door de woorden "ten minste";
- in verband met artikel 10, paragraaf 1, tweede lid, onderdeel 5° behoort te worden nagegaan of de term "nooddiensten" het meest geschikt is om de bedoeling van de steller van het ontwerp weer te geven;
- in artikel 10, paragraaf 2, onderdeel 8°, en elders in het ontwerp dienen in plaats van de term "type-overeenkomst" de termen "standaardcontract" of "modelcontract" te worden gebruikt als equivalent voor het Franse "contrat type";
- in de eerste zin van artikel 12, paragraaf 2, is het beter om het woord "notificatie" te vervangen door het woord "kennisgeving". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp en ook voor het werkwoord "notificeren", dat beter zou worden vervangen door het werkwoord "kennisgeven";

.../...

- in artikel 13, tweede lid, eerste zin, schrijve men "De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt ...";
- in datzelfde artikel 13, tweede lid, dienen de woorden "de hogere honderdtal franken" te worden vervangen door de woorden "het hogere honderdtal franken";
- in artikel 17, paragraaf 2, eerste lid, schrijve men in de eerste zin, in fine, "het netwerk dat zijn diensten overbrengt" in plaats van "het netwerk die zijn diensten overbrengen";
- in artikel 19, paragraaf 1, tweede lid, dient het woord "alleszins" te worden vervangen door de woorden "op zijn minst";
- in artikel 21, paragraaf 1, onderdeel 1°, dient het woord "bedekking" te worden vervangen door het woord "dekking". Deze opmerking geldt ook voor artikel 24, paragraaf 1, onderdeel 12°;
- in datzelfde artikel 21, paragraaf 1, onderdeel 5°, schrijve men "kwaliteit van de ontvangst" in plaats van "luisterkwaliteit";
- artikel 22, paragraaf 1, tweede zin, zou als volgt moeten worden gesteld : "Het Instituut stelt de vergunninghouder in voorkomend geval in gebreke de vastgestelde tekortkomingen binnen een termijn ... te verhelpen en deelt hem de boete mee die hem ... kan worden opgelegd als hij zulks nalaat.";

.../...

- in artikel 22, paragraaf 3, schrijve men "twee maanden" in plaats van "twee maand";
- in de inleidende zin van artikel 24, paragraaf 1, dient het woord "elementen" te worden vervangen door het woord "gegevens";
- in artikel 24, paragraaf 1, onderdeel 11°, schrijve men "dimensionering" in plaats van "dimentionering";
- artikel 24, paragraaf 2, zou beter als volgt worden gesteld "§ 2. De aanvraag houdt de verbintenis in zich aan de clausules en de voorwaarden van het bestek te houden.";
- artikel 30 zou als volgt moeten worden gesteld :

"Art. 30. Onze Minister van Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit."

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN